

par **BERNARD BRUNETEAU***



La Révolution française aux origines du totalitarisme ?

Retour sur un débat récurrent

UN CANDIDAT AUX CONCOURS d'enseignement en histoire de 2015-2016 (Capes/agrégation) trouverait assurément le questionnement de cet article quelque peu surréaliste. La formulation de la question d'histoire contemporaine au programme – « Citoyenneté, République, démocratie en France de 1789 à 1899 » – laisse en effet entendre que la victoire des dreyfusards est l'aboutissement d'une lutte qui consacre les droits de l'homme inaugurés en 1789. Et comme par ailleurs une certaine vulgate pétrie des travaux de Zeev Sternhell fait du nationalisme antidreyfusiste la matrice du fascisme, la thèse de l'immunité de la culture politique révolutionnaire à toute espèce de totalitarisme resurgit de plus belle. Le questionnement peut donc être jugé polémique à juste titre en raison de la polarisation dans l'espace public de la mémoire de ces deux phénomènes historiques (Révolution française, totalitarisme) autour de la question des droits de l'homme : invention de ceux-ci d'un côté, négation de l'autre.

L'association mécanique de la démocratie aux droits de l'homme nous fait pourtant perdre de vue que la démocratie a pu aussi s'assimiler au pouvoir d'une minorité se disant habilitée à prononcer la volonté une du peuple-un. C'est ce qu'essaie de rendre l'expression a priori étrange de « démocratie totalitaire » apparue dans les années 1930 et promue

* Professeur à l'université Rennes I, historien des idées, auteur de *Le Totalitarisme. Origines d'un concept, genèse d'un débat*, Paris, Éditions du Cerf, coll. « Démocratie ou totalitarisme », 2010, 496 p.

académiquement par l'historien israélien Jacob Talmon en 1952^[1]. Rendant compte de la biographie de Robespierre écrite par Laurent Dingli, *L'Express* titrait en novembre 2004 : « L'inventeur de la démocratie totalitaire », signe de la rémanence du concept. Cela n'empêchait guère, huit ans plus tard, Jean-Luc Mélenchon de faire de l'avocat d'Arras sa « source d'inspiration » et deux cadres du Front de gauche de titrer leur essai, préfacé par Claude Mazauric : *Robespierre, reviens!* ^[2].

Comment poser alors sereinement la question, tout à fait légitime, des rapports entre le moment inaugural de la politique moderne et le moment où des mouvements et des régimes ont voulu imposer une conception messianique de la politique? Il faut rappeler d'abord que l'association polémique entre Révolution française et totalitarisme a toujours eu un caractère instrumental destiné à raviver le caractère clivant de la phase jacobine et robespierriste. Il faut ensuite ne pas omettre le fait qu'avant toute entreprise dénégatrice, la référence à la Révolution française s'est inscrite dans la théorie du totalitarisme des années 1930-1950. C'est à partir de ce travail de déblaiement initial que l'on pourra suggérer un questionnement réellement historique qui partira de l'idée que le totalitarisme est d'abord un processus, un « mouvement », une passion révolutionnaire installée au cœur de la société démocratique, avant son institutionnalisation policière et terroriste. Si cette passion relève d'une pathologie de l'incarnation en se traduisant dans une religion politique mettant en scène un pouvoir qui représente « réellement » le Peuple – dans sa dimension sociale ou nationale – au rebours du cadre libéral, alors l'exploration des représentations communes aux hommes de 1793 et aux révolutionnaires du XX^e siècle ne devient plus illégitime.

Révolution française/totalitarisme : une association polémique

C'est sans doute dans ce domaine que la Révolution fonctionne le plus comme une « machine à fantasmes » (Jean-Clément Martin). Alors que celle-ci est un objet « refroidi » ou en voie de l'être, la thèse de la Révolution comme matrice du totalitarisme du XX^e siècle entend toujours raviver l'aspect clivant de l'épisode. Des publications de ces dernières années le suggèrent toujours ou en font leur structure cachée ou carrément explicite. Certaines contributions au *Livre noir de la Révolution française* (Cerf, 2008) embrayaient caricaturalement sur ce thème^[3]. Il ressort particulièrement chez les auteurs de deux biographies de Robespierre. Jean Artarit fait ainsi du chef du Comité de salut public « le maître mythique de tous les totalitarismes de Lénine à Pol Pot »^[4]. Laurent Dingli écrit pour sa

1. Jacob TALMON, *Les origines de la démocratie totalitaire* (1952), Paris, Calmann-Lévy, 1966.

2. Alexis CORBIÈRE, Laurent MAFFEIS, *Robespierre, reviens!* Paris, Bruno Prince éd., 2012.

3. La Révolution est ainsi la mère des totalitarismes (p. 675, 684, 743...), des génocides (p. 248) quand Saint-Just devient un proto-fasciste (p. 183-211)...

4. Jean ARTARIT, *Robespierre ou l'impossible filiation*, Paris, La Table ronde, 2003.



Buste de Emmanuel-Joseph Sieyès,
Salle du Serment du Jeu de paume, Versailles



Maximilien de Robespierre,
Huile sur toile anonyme, Musée Carnavalet

part: « Le noble pour Sieyès ou Robespierre, le Juif pour les nazis, le patron et le koulak pour les Soviétiques, l'intellectuel pour Pol Pot et Mao, tous les grands idéalistes ont eu leur repoussoir collectif, leurs éléments impurs à éliminer »^[5]. Tout récemment, l'ouvrage de Philippe Pichot-Bravard, consacré à un tableau général de la Révolution française (en 296 pages!) publié chez l'éditeur traditionnaliste Via Romana, présente une époque dont le mouvement est essentiellement dû à une entreprise idéologique de régénération et de construction d'un homme nouveau. C'est au regard de cet objectif que le moyen d'action privilégié serait une « méthode totalitaire » de manipulation de l'opinion et de la langue, offrant la réalité d'une « dictature régénératrice » dont le modèle s'épanouira au XX^e siècle avec le système de pouvoir léniniste^[6].

Ces positions font toujours écho aux polémiques intervenues en marge du bicentenaire à l'initiative d'un courant hypercritique et dénonciateur piloté par les historiens Pierre Chaunu et Jean Tulard, qui n'hésitaient pas à parler de « première société totalitaire » tout en promouvant parallèlement la thèse du « génocide vendéen » inventé alors par l'historien-militant Reynald Sécher. On doit remarquer que les outrances de ce courant avaient été libérées par certaines réflexions de l'école dite « révisionniste » incarnée par François Furet et Mona Ozouf. Au détour d'une page de *Penser la Révolution française*, le premier avait déjà avancé que le concept de peuple-roi était la « matrice du totalitarisme »^[7]. L'idée se retrouvait dans

5. Laurent DINGLI, *Robespierre*, Paris, Flammarion, 2004, p. 89.

6. Philippe PICHOT-BRAVARD, *La Révolution française*, Versailles, Via Romana, 2015, p. 180. L'ouvrage est préfacé par Philippe de Villiers et postfacé par Reynald Secher.

7. François FURET, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978, p. 232.

l'article «jacobinisme» du *Dictionnaire critique de la Révolution française* où Furet voyait l'amorce d'un type de parti particulier qui, «par l'intermédiaire du bolchevisme», «a eu un beau XX^e siècle»⁸. L'article «Régénération» du même dictionnaire, signé par Mona Ozouf et qui rappelait l'existence de deux versions (régénération spontanée d'essence libérale/régénération imposée d'essence dirigiste), posait la question en ces termes :

«On est ici au cœur des rapports entre la Révolution française et le totalitarisme puisque l'une et l'autre entreprennent de créer un homme nouveau. L'une et l'autre font la promesse quasi religieuse d'un homme neuf. L'une et l'autre, contrairement à la religion, acceptent l'épreuve redoutable de l'expérimentation historique. L'analyse des deux types de régénération et de l'oscillation de l'une à l'autre permet de comprendre comment peuvent vivre côte à côte, pendant la Révolution, les principes libéraux et la tentation d'une pédagogie directive. Peut-être permet-elle aussi de suggérer – ce serait capital parce que ce serait comprendre comment l'expérience démocratique peut être grosse d'une dérive totalitaire – ce qui unit secrètement les deux conceptions de la régénération»⁹.

Ce qui n'était que des suggestions et des interrogations nuancées chez François Furet et Mona Ozouf s'étaient alors retrouvées durcies et caricaturées dans des démonstrations à finalité purement polémique. Le résultat? Des histoires qui «brossaient des récits sans acteurs incarnés, racontaient des événements sans contexte précis et mettaient en scène des marionnettes censées tenir des rôles univoques dans un univers peuplé d'idéal-types venus tout droit de la philosophie ou de la science politique», écrit aujourd'hui Jean-Clément Martin¹⁰.

On a pu considérer que cette association de l'épisode jacobin avec le totalitarisme s'insérait dans un projet politique plus vaste propre aux intellectuels organiques de la «deuxième gauche» des années 1970-1980. Telle est la thèse soutenue en 2004 par l'historien canadien Michael Christofferson dans *French intellectuals against the Left*¹¹. L'antitotalitarisme de ces années serait d'abord un instrument idéologique franco-français brandi par ces intellectuels, dont François Furet était le parangon, afin de réduire l'influence du PCF. Cela passait notamment par la délégitimation de la culture matricielle du communisme français en présentant un jacobinisme aux dimensions proto-totalitaires.

On peut aussi considérer plus justement qu'il y a eu tout simplement, à partir de la seconde moitié des années 1970, projection des événements d'un XX^e siècle dont on commençait à faire le bilan (révolutions totalitaires, brutalisation, déshumanisation, génocides) sur l'événement de la fin du XVIII^e siècle. C'est alors qu'apparaît en effet au sein des

8. François FURET, Mona OZOUF (dir.), *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Paris, Flammarion, 1988, p. 761.

9. *Ibid.*, p. 829.

10. Jean-Clément MARTIN, *La machine à fantasmes. Relire l'histoire de la Révolution française*, Paris, Vendémiaire, 2012, p. 135.

11. Traduit en français en 2009 chez Agone sous le titre, *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*.

sociétés occidentales à sensibilité post-totalitaire une tendance à condamner moralement toute violence au point parfois de remplacer son analyse par la condamnation. Un certain esprit du temps liait humanitarisme et libéralisme alors que dans le même temps l'effarement devant la violence résultait de la désillusion révolutionnaire (toute révolution tourne mal...)^[12]. Ce que traduit assez bien en septembre 1976 un numéro d'*Esprit* consacré à « Révolution et totalitarisme », un mois avant le colloque organisé à Paris par Pierre Kende et Krystof Pomian sur le « 1956 hongrois » réunissant sur le thème antitotalitaire libéraux et représentants de la gauche anticommuniste (R. Aron, A. Besançon, P. Hassner, A. Kriegel, J. M. Domenach, F. Furet, Cl. Lefort...). Sans qu'il y ait un projet politico-stratégique comme le pense avec simplisme Christofferson, la condamnation des totalitarismes du XX^e siècle se traduit, à l'heure de la mise en acte de la Déclaration d'Helsinki, dans le procès de la violence révolutionnaire, contribuant par effet de réverbération à inscrire la violence au cœur de l'interprétation de la Révolution française. Et à retrouver aussi un vieux questionnement sur la « démocratie totalitaire ».

Révolution française et théorie du totalitarisme

Toutes ces considérations sur le contexte des années 1970-1980 nous feraient en effet oublier que la référence à la Révolution française s'est inscrite très tôt chez les auteurs qui ont élaboré, des années 1930 aux années 1950, la théorie classique du totalitarisme à travers la notion de « démocratie totalitaire ».

Dans la préface de son livre de 1952 consacré aux *Origines de la démocratie totalitaire*, qui faisait un sort à « l'improvisation jacobine » et à la « cristallisation babouviste » en tant qu'étapes fondatrices de la généalogie totalitaire, Jacob Talmon remerciait l'historien britannique Alfred Cobban pour avoir beaucoup contribué à « clarifier nombre des idées qu'il renferme »^[13]. De fait, au-delà de Cobban, qui a publié en 1934 *Rousseau and the modern State*, tout un courant d'auteurs participe déjà à cette exploration des origines intellectuelles du totalitarisme en ciblant certaines des conceptions politiques exprimées au temps de la Révolution française. En le détaillant, nous allons voir que le livre de Talmon ne fait que donner une visibilité accrue à un mode interprétatif bien éprouvé.

C'est avec Lyford Edwards (*The natural History of Revolution*, 1927) et Crane Brinton (*The Anatomy of Revolution*, 1938) qu'est inaugurée la comparaison des révolutions

12. Sur ce climat qui voit la fin de l'intellectuel « maître à penser » et l'avènement de l'« intellectuel démocratique », on verra François HOURMANT, *Le désenchantement des clercs. Figures de l'intellectuel dans l'après-mai 1968*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1997.

13. *Les origines de la démocratie totalitaire*, op. cit., p. 9.

« démocratiques » (anglaise, américaine, française et russe) où se profile l'opposition des deux modèles, le libéral anglo-saxon et le totalitaire jacobino-soviétique. Mais, dans le cadre de la mise en perspective des terreurs jacobine et bolchevique, ce n'est pas la logique idéologique qui est privilégiée à la différence de la thèse de Talmon^[14]. La thèse de la démocratie totalitaire s'élabore véritablement avec Ralph Korngold (*Robespierre, le premier des dictateurs modernes*, trad. fr. 1936) et surtout James M. Eagan (*M. Robespierre, nationalist dictator*, 1938). Si le premier, ancien secrétaire général du parti socialiste américain, s'attache sommairement à voir dans le programme robespierriste une autre forme de dictature du prolétariat, le second, docteur de l'université Columbia, entend plus ambitieusement « présenter un matériau suggestif pour la comparaison » entre le jacobinisme et les dictatures du XX^e siècle^[15]. Elève de l'historien Carlton Hayes, spécialiste du nationalisme moderne et futur contributeur important à la conceptualisation du totalitarisme, Eagan entend montrer la force de la logique idéologique à l'œuvre en 1793 même s'il est fait part du poids des circonstances. Le modèle interprétatif de Talmon est clairement annoncé :

« Robespierre et les Jacobins ont construit une philosophie du totalitarisme fondé sur Rousseau qui a affirmé que la volonté générale était tout. [...] De même qu'aujourd'hui Staline, Hitler ou Mussolini soutiennent qu'ils sont des « dictateurs démocratiques », de même Robespierre croyait qu'il représentait la volonté du peuple »^[16].

C'est cette logique idéologique que développe justement Alfred Cobban dans son ambitieux ouvrage de 1939 sur l'histoire et la théorie de la dictature. Considérant que « trop souvent la dictature moderne est traitée comme un simple archaïsme, une monstruosité incompréhensible, une réaction contre la civilisation occidentale tout entière », l'étude s'essaie au contraire à replacer le totalitarisme dans un développement historique de longue durée où l'idée de souveraineté est centrale^[17]. Pour Cobban, « le totalitarisme n'est pas né de l'idée de souveraineté tant que souverain et sujet ne furent pas unis dans l'idée de souveraineté nationale et populaire. C'est lorsque la Révolution française mit cette idée en pratique, donnant par là même une unité politique à l'État souverain, qu'elle fit un grand pas vers le totalitarisme »^[18]. Un tantinet provocateur – nous sommes quand même en 1939! – il suggère que la distance n'est somme toute pas si grande de l'affirmation révolutionnaire « la nation une et indivisible » au slogan nazi « *Ein Reich, ein Volk, ein Führer* »^[19].

14. Crane BRINTON, *The Anatomy of Revolution*, New York, Vintage books, 1965 (3^e édition), p. 234-235. Comme chez Talmon, l'étude se fonde sur la différenciation entre totalitarisme de gauche et totalitarisme de droite car « le fait demeure que la révolution russe commença en héritière du Siècle des Lumières alors que les révolutions fascistes italienne et allemande commencèrent par sa répudiation » (p. 21).

15. James M. Eagan, *Maximilien Robespierre: nationalist dictator*, New York, Columbia University Press, 1938, p. 8.

16. *Ibid.*, p. 89-90.

17. Alfred COBBAN, *Dictatorship: its history and theory*, Londres, Jonathan Cape, 1939, p. 12-13.

18. *Ibid.*, p. 247.

19. *Ibid.*, p. 294.

Et on voit même alors les marxistes de l'école de Francfort émigrés aux États-Unis faire semblable analyse en ciblant la «tendance totalitaire» du jacobinisme comme source commune du «socialisme d'État» stalinien et du «capitalisme d'État» nazi^[20]. Il existe alors un soupçon porté sur les effets pervers des conceptions des «démocrates dogmatiques»^[21].

Mais ces travaux anglo-saxons ne sont pas isolés. La thèse situant la première ambition totalitaire au cœur de la démocratie radicale jacobine rousseauiste a peu à peu droit de cité dans le pays des Droits de l'homme et ce à l'approche même des célébrations du 150^e anniversaire de 1789. Invité à disserter sur la nature de la démocratie dans une prestigieuse revue juridique, le constitutionnaliste allemand en exil Gerhard Leibholz évoque ainsi une «démocratie de Rousseau... intolérante et absolutiste car elle dissout l'individu dans la communauté, ne reconnaît pas de liberté civile, et entre ainsi en contradiction avec la démocratie issue de la Révolution française et proclamant les droits de l'homme»^[22]. Même stigmatisation chez Jacques Maritain qui n'hésite pas à rendre «la démocratie selon Rousseau» responsable de conduire «aux mythes de la Volonté générale, de la Loi expression du Nombre, de l'Autorité attribut propre et inaliénable de la multitude, et de là finalement à la dictature totalitaire»^[23]. C'est donc en connaissance de cause que le jeune Raymond Aron inventorie alors le trouble rapport de la démocratie à la tyrannie en s'attachant à définir le régime national-socialiste.

«On pourrait, conclut-il, l'appeler "démocratie autoritaire et plébiscitaire", si les Français ne risquaient de protester contre l'expression de démocratie appliquée au régime hitlérien»^[24].

Le cadre dans lequel prospère la logique totalitaire lui paraît en tout cas bien identifié: il «consiste à prendre au sérieux, à pousser à son point extrême l'interprétation de la volonté générale par un homme ou un parti»^[25]. L'historien libéral italien Guglielmo Ferrero, alors

20 Ainsi dans un article de 1939 de Max Horkheimer («Die Juden und Europa») repris dans son livre de 1941, *The Authoritarian State*. Voir Jean SOLCHANY, *Comprendre le national-socialisme dans l'Allemagne des années zéro (1945-1949)*, Paris, PUF, 1997, p. 296.

21. Ainsi A. MIMS, *The Majority of the People* (New York, 1941) et A. S. COMMAGER, *Majority Rule and Minority Rights* (New York, 1943).

22. Gerhard LEIBHOLZ, «La nature et les formes de la démocratie», *Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique*, VI, n° 3-4, 1936, p. 134.

23. Jacques MARITAIN, «Démocratie et autorité», *Nouveaux Cahiers*, n° 30, 15 août 1938, p. 17-18.

24. Raymond ARON, «Une révolution antiproletarienne. Idéologie et réalité du national-socialisme», conférence publiée en 1936 et reprise in *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, Le Livre de Poche Biblio, 1995, p. 311.

25. Raymond ARON, «Machiavélisme et tyrannies», texte rédigé en 1939-1940 et repris in *Machiavel et les tyrannies modernes, op. cit.*, p. 154. Dans une chronique de guerre d'avril 1942, Aron reviendra sur les «responsabilités» de Rousseau: «Les fictions juridiques de Rousseau, écrit-il, contrat social, souveraineté populaire, volonté générale, se prêtent aisément à la transfiguration mythique et, à titre de mythes, elles risquent de servir de justification à de nouvelles formes de tyrannie. Par exemple, si l'on pose l'infailibilité de la volonté générale, on livre des pouvoirs exorbitants à ceux, majorité ou même minorité qui, sûrs d'incarner l'absolu de la volonté générale, exerceront avec violence le pouvoir total reconnu à l'État», in *Chroniques de guerre. La France libre, 1940-1945*, Paris, Gallimard, 1990, p. 648.



en exil à Genève et chroniqueur prolifique dans la presse française, en tire en quelque sorte la conséquence en osant dire, dans l'un des organes du radical-socialisme et en pleine « drôle de guerre », que c'est « la peur du droit d'opposition manifestée par les pouvoirs jacobin puis bonapartiste qui constitue le signe évident du premier gouvernement totalitaire »^[26]. Au moment où est scellé le pacte germano-soviétique, la division du continent en deux camps semble donc s'éclairer par l'histoire des idées.

Pour le juriste Roger Labrousse, qui consacre une dense étude à ce sujet dans un numéro d'*Esprit* de septembre 1939, en l'occurrence la contribution de la

revue de Mounier aux célébrations du cent-cinquantième, la Révolution française « est l'ancêtre commun des deux types de régimes entre lesquels l'Europe se partage aujourd'hui, le libéral et le totalitaire ». Si le régime représentatif s'ancre à l'évidence dans la tradition de 1789, il y a, écrit cet auteur, de la société populaire de 1793 aux arènes totalitaires du XX^e siècle, la « permanence d'une même exigence sociale, celle qui entend réduire l'homme au citoyen et drainer, en quelque sorte, la conscience individuelle au profit d'une conscience collective démesurément exaltée »^[27].

En dépit de la victoire des démocraties alliées à l'URSS, ce type d'interprétation perdure. Il est par exemple au sortir de la guerre le fait de deux auteurs notables. Bertrand de Jouvenel, qui quelques années auparavant avait cru voir l'Europe se « réveiller » sous l'effet des potions administrées par ce qu'il appelait complaisamment des « régimes de foi », emploie dans son massif ouvrage de 1945, *Du pouvoir*, l'expression de « démocratie totalitaire » pour mettre en lumière les potentialités qu'offre à un mouvement extrémiste le principe justificateur de la démocratie : la loi de majorité^[28]. La réception de Rousseau dans l'Allemagne des débuts de la guerre froide se fait ensuite à travers l'œuvre de l'historien conservateur Gerhard Ritter qui attribue la responsabilité des catastrophes politiques du XX^e siècle – et de la catastrophe allemande en premier lieu – à Rousseau, « le père spirituel du démocratism égalitaire moderne ». « Toutes les manifestations essentielles de l'État

26. Guglielmo FERRERO, « Les origines du totalitarisme », *La Dépêche de Toulouse*, 11 février 1940. Voir aussi du même *Reconstruction. Talleyrand à Vienne 1814-1815*, Paris, Plon, 1940, p. 371.

27. Roger LABROUSSE, « La Révolution française vue comme ancêtre des régimes totalitaires », *Esprit*, n° 84, septembre 1939, p. 723 et 742.

28. Bertrand de JOUVENEL, *Du pouvoir. Histoire naturelle de sa croissance*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1982, le chapitre XIV, « La Démocratie totalitaire », p. 415-453.

totalitaire moderne, écrit-il, découlent comme conséquences de la stricte logique de son *Contrat social*»^[29].

Héritière de toutes ces réflexions, la généalogie transhistorique de Talmon, qui opposait une tradition incarnative jacobino-totalitaire de la démocratie et confluant dans le bolchevisme à la tradition représentative libérale, peut légitimement être critiquée pour sa façon de figer l'opposition entre deux conceptions de la démocratie née à l'ombre de la Révolution française. Mais on peut aussi considérer que Talmon et ceux qui l'avaient inspiré mesuraient le pouvoir des références métaphoriques sur les mentalités et les comportements. Cela permet d'expliquer comment, pour les acteurs, les observateurs et même les analystes du phénomène totalitaire, l'imaginaire d'une «vraie» démocratie fondée sur la «volonté du peuple» et l'identité des gouvernants et des gouvernés, a pu prospérer sur une communauté de refus partagée, semblait-il, tant par les contemporains de 1793 que par certains contemporains des révolutions du XX^e siècle. Si le modèle jacobin pèse tant sur les représentations du phénomène totalitaire que l'on donne des années 1930 aux années 1950, c'est qu'il semble condenser en lui fantasme de l'unanimité et pouvoir incarnateur. Sans qu'il faille absolument y repérer un péché d'anachronisme. Car, comme l'a remarqué Marcel Gauchet, en matière de quête d'influence, «c'est la logique de la déformation qu'il convient de rechercher, pas le degré de conformité»^[30]. S'il y a donc un questionnement légitime à poser sur le lien entre Révolution française et totalitarisme, il ne doit pas concerner la mise en valeur d'un «parti unique» jacobin bien chétif ou d'une terreur génocidaire inexistante^[31]. Il doit plutôt s'intéresser à la mythification et à la survie dans l'imaginaire politique d'une «démocratie populaire» mise en scène par une liturgie unitaire et débouchant sur une religion politique.

Le legs de la religion politique

C'est au regard d'une tendance dynamique de l'historiographie actuelle des totalitarismes qu'une ambition de Talmon apparaît immédiatement féconde et fondatrice. «Il faut commencer, écrivait-il, par traiter la religion laïque moderne comme une réalité objective; alors seulement il deviendra possible de se pencher sur les cristallisations intellectuelles et historiques nées de l'interaction de la religion laïque et des individus et situations

29. Gerhard RITTER, *Europa und die deutsche Frage* (Munich, 1948), cité dans Alain Ruiz, «1789-1933. Révolution bleu-blanc-rouge et Révolution brune», in Françoise KNOPPER, Gilbert MERLIO et Alain RUIZ (dir.), *Le national-socialisme: une révolution?* Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1997, p. 19.

30. Cité dans Lucien JAUME, «Les Jacobins et Rousseau», *Commentaire*, n° 60, hiver 1992-1993, p. 929.

31. On verra ici le remarquable ouvrage d'Anne ROLLAND-BOULESTREAU, *Les colonnes infernales. Violences et guerre civile en Vendée militaire, 1794-1795*, Paris, Fayard, 2015. Elle montre l'inexistence d'un plan général d'extermination, la divergence des tactiques et des modes meurtriers, l'hétérogénéité du langage dans le cadre d'une «généralocratie» consécutive à la faiblesse de l'État.

particulières»^[32]. Dans sa vision, les extrémismes jacobin et babouviste auraient créé, à partir de certains postulats des Lumières, le cadre paradigmatique pour le développement postérieur du messianisme politique contemporain culminant, via la période romantique, dans les mythes antagonistes et complémentaires de la nation et de la révolution. Pour Talmon, qui était fasciné par le problème historique, sociologique et psychologique des transferts du sacré, par la quête de nouvelles certitudes et de nouveaux dieux en une période de désintégration des formes de vie traditionnelles, ce messianisme constitue un «concept analytique central»^[33]. La sensibilité aux motivations idéologiques fonctionnant comme des prophéties salvatrices est donc bien au cœur de sa démarche de compréhension des barbaries du XX^e siècle. Il s'en est expliqué longuement dans un court essai publié en 1965 dans le recueil *Destin d'Israël* où il écrit que «les mouvements de masse du totalitarisme messianique sont une manifestation de la névrose dont souffre l'humanité depuis le début des temps modernes»^[34].

Cette focalisation sur le pouvoir des visions, des croyances et des images nées du besoin de certitudes spirituelles de l'homme – et qui se manifeste par ce que Talmon appelle le «langage théologique» – constitue une étape importante dans l'interprétation du phénomène totalitaire en termes de «religion politique». Si Eric Voegelin et Raymond Aron ont déjà utilisé le concept de «religion séculière» à l'époque de Talmon, l'insistance en ce domaine du professeur de Jérusalem tout au long de sa vie est peut-être l'apport le moins contestable de son œuvre. Et c'est par là que la focalisation sur la matrice jacobine prend tout son sens.

George Mosse l'a fortement rappelé lors du riche colloque de 1982 consacré à la mémoire de Talmon décédé deux ans auparavant en proposant de retenir de la généalogie démocratique totalitaire moins les aspects de théorie politique que ceux se rapportant au style politique. Il y montre ainsi que si la Révolution française doit constituer un moment fondateur, c'est par la création d'une nouvelle liturgie politique dont le modèle festif, rituel et symbolique a nourri, via le nationalisme du XIX^e siècle, les totalitarismes du XX^e. Divergeant du modèle d'Arendt et de Friedrich fondé sur le couple idéologie-terreur^[35], Talmon aurait ouvert avec la piste de l'«improvisation jacobine» une autre approche compréhensive plus proche de la réalité d'un système de domination complexe où attentes d'«en-bas» croisent le plus souvent injonctions d'«en-haut». Citons Mosse:

«Le dictateur et le peuple ne s'affrontent pas. C'est plutôt le nouveau style politique qui leur sert de trait d'union et d'intermédiaire, prenant la place occupée par le parlement

32. Jacob TALMON, *op. cit.*, p. 24.

33. Yehoshua ARIELI, «Jacob Talmon: un intellectuel portrait», in *Totalitarian democracy and after*, *op. cit.*, p. 11.

34. Jacob TALMON, *Destin d'Israël. L'Unique et l'Universel*, Paris, Calmann-Lévy, 1967, p. 78.

35 Voir la critique de Carl J. FRIEDRICH, «Freiheit und Verantwortung. Zum Problem des demokratischen Totalitarismus», *Hamburger Jahrbuch für Wirtschafts und Gesellschaftspolitik*, 4, 1959, p. 124-132.

dans l'État libéral. À travers rites et fêtes, mythes et symboles, les gens sont amenés à une participation active. Pour des millions d'entre eux, il s'agissait de la vraie démocratie et l'usage du terme péjoratif de "totalitarisme" obscurcit cette réalité»^[36].

Les travaux d'Emilio Gentile sur la religion fasciste ont aussi, d'une certaine façon, redonné sens à la conceptualisation de Talmon. L'historien de *La Sapienza* a notamment montré comment le mythe révolutionnaire de la régénération morale était entré dans la culture politique italienne via le jacobinisme et le mazzinisme du XIX^e siècle avant de déboucher dans le nationalisme fin de siècle puis le fascisme. Mussolini, qui connaissait l'historiographie de la Révolution française, aurait eu ainsi autant en tête les fêtes révolutionnaires du Champ de Mars que celles de la Place rouge lorsqu'il parlait de rituels et de symboles^[37]. Idée de régénération, culte de l'homme nouveau, conception d'un État éducateur, sacralisation de la nation, passion de l'unité : la mise en scène des idéaux du fascisme, convergeant par le contenant mais non par le contenu avec ceux de 1789, fait du régime mussolinien la « première expérience d'institutionnalisation d'une nouvelle religion laïque en Europe depuis la Révolution française »^[38]. Plus récemment, l'historien du fascisme Roger Griffin s'est attaché à repenser le problème du consensus dans les régimes totalitaires à partir de la notion de « communauté politique palingénétique », c'est à dire la communauté de croyances en un ordre radicalement nouveau émergeant, lors d'une période de crise de sens généralisé, à partir de l'intrication des aspirations spontanées d'en bas et d'une volonté de contrôle social d'en haut. Pour Griffin, l'histoire offrirait avec la Révolution française un cas exemplaire de ce processus où la mise en place d'une politique de masse charismatique répondrait à la vision d'une régénération sociale totale dans un contexte d'anomie marqué par le chaos socio-économique, la peur de la contre-révolution et de l'invasion étrangère. Mais la connotation mythique persistante d'une France révolutionnaire conçue comme un événement majeur dans le processus de longue durée de l'émancipation politique des sociétés européennes expliquerait la timidité des études académiques sur cette dimension que l'on peut appréhender comme une anticipation des dynamiques idéologiques du totalitarisme du XX^e siècle^[39].

36. George L. MOSSE, « Political style and political theory – Totalitarian democracy revisited », in *Totalitarian democracy and after*, op. cit., p. 169. On verra aussi son important article, « Fascism and French Revolution », paru en janvier 1989 dans le *Journal of contemporary history* et repris en français dans George MOSSE, *La révolution fasciste*, Paris, Seuil 2003, p. 101-130.

37. Emilio GENTILE, *La religion fasciste*, Paris, Perrin, 2002, p. 168.

38. *Ibid.*, p. 298. À propos du communisme comme religion politique, on citera J. THROWER, *Marxism-Leninism as the civil religion of the soviet society*, Lewiston, Edwin Mellen, 1992 ; M. MEISNER, *Marxism, Maoism and Utopianism*, Madison, University of Wisconsin Press, 1982 ; Jiping ZUO, « Political religion: the case of the Cultural Revolution in China », *Sociological Analysis*, 1, 1991, p. 99-110.

39. Roger GRIFFIN, « The palingenetic political community. Rethinking the legitimation of totalitarian regimes in inter-war Europe », *Totalitarian movements and political religions*, vol. 3, n° 3, hiver 2002, p. 30-31.

Il va de soi que pour ces trois approches, qui établissent aussi un lien entre la Révolution française et le totalitarisme de droite, ce lien n'est légitime qu'à la condition de bien distinguer la continuité en termes de liturgie politique (mise en scène du Peuple, symbolique de la Nation) et la rupture en termes de croyances de fond (utopisme rationaliste et égalitaire d'un côté, conception hiérarchique et disposition irrationnelle de l'autre)^[40]. C'est à cette condition que l'on peut être fondé à donner plus d'ampleur historique à la généalogie de la « démocratie totalitaire » qui pour Talmon n'était que l'aboutissement du stalinisme. Dans sa comparaison des dictatures totalitaires faite aux États-Unis en 1935, Hans Kohn avait déjà noté le lien paradoxal entre 1789 et le fascisme : « Bien que les dictatures fascistes soient un phénomène historique nouveau et, à plusieurs égards, la véritable antithèse de la Révolution française et du XIX^e siècle, elles poursuivent et approfondissent trois éléments parmi les plus importants de cette Révolution : son esprit laïc, son nationalisme et sa démocratie de masse, trois éléments étroitement liés du point de vue de leur origine idéologique »^[41]. Mais cette identification en termes de style politique n'était-elle pas courante chez nombre de témoins de l'époque, surtout à propos de l'Allemagne dont l'architecture de la nouvelle religion politique semblait s'inspirer ouvertement des modèles de la fête révolutionnaire ? « À côté des réunions d'étude dont je viens d'essayer de donner une impression, écrit un journaliste parlementaire français passablement interloqué, se déroulèrent les manifestations théâtrales les plus imposantes qu'on puisse imaginer. C'étaient des cérémonies en plein air dans le genre des fêtes de la Révolution française. Comme à l'époque de Robespierre en France, le personnage principal était le chef de l'État »^[42]. Membre du groupe non-conformiste Ordre nouveau, Pierre Gardère compare quant à lui les cérémonies du « jacobinisme slave ou germanique d'aujourd'hui » avec le « plus spectaculaire de nos régimes » pour conclure que « la mise en scène est l'essentiel d'un gouvernement qui se veut communautaire »^[43]. Cette focalisation sur le style pseudo-démocratique du national-socialisme en a troublé plus d'un. « Il se peut, avance Denis de Rougemont en 1938, que l'hitlérisme apparaisse aux yeux des historiens futurs, comme une école civique élémentaire qui aurait donné au peuple allemand ce qui lui manquait pour *désirer* la vraie démocratie »^[44]. Travaillant sur sa *Langue du Troisième Reich (LTI)*, Victor Klemperer consi-

40. Voir notamment George MOSSE, art. cit., p. 176 et Emilio GENTILE, *op. cit.*, p. 169.

41. Hans KOHN, « Communist and Fascist Dictatorship: a comparative study », cité dans Enzo TRAVERSO, *Le Totalitarisme. Le XX^e siècle en débat*, Paris, Seuil, 2001, p. 161-162.

42. Paul VALAYER, « Le congrès de Nuremberg », *Revue politique et parlementaire*, 10 avril 1937, p. 97.

43. Pierre GARDÈRE, « Contribution à la psychologie du Jacobin », *L'Ordre nouveau*, n° 28, avril 1936, p. 39-46. Sur l'architecture nazie, on s'attachera aux perspectives stimulantes ouvertes par Karl ARNDT, qui confronte les projets de Speer à Nuremberg (le Grand Stade, le Champ-de-Mars, le nouveau Colisée) à ceux de contemporains de la Révolution française, Charles-François MANDAT et Étienne-Louis BOULLÉE. Karl ARNDT, « Architektur und Politik », in *Albert Speer. Architektur*, Francfort-sur-le-Main-Berlin, Propylaen Verlag, 1995, p. 124-125.

44. Denis de ROUGEMONT, « Vues sur le national-socialisme », *Nouveaux Cahiers*, n° 26, 1^{er} juin 1938, p. 6 (en italique dans le texte).

gnait plus lucidement dans son *Journal* ses réflexions sur la perversion du modèle démocratique originel par le nazisme. Elles valent aussi pour le stalinisme et sa « langue de bois » en rendant une juste évaluation du quotidien de la « démocratie totalitaire » :

« Le modèle politique (peu importe que le Führer l'ait lu ou non), c'est le *Contrat social*. [...] de la même manière que le tribun de Rousseau s'adresse sur l'*agora* à la cité-État, Hitler s'adresse par la radio à tout le monde. (Mais) il y a là une différence majeure. L'homme de Rousseau, et après lui, les hommes de la Révolution française s'adressent à une assemblée populaire physiquement présente, ils doivent s'attendre à tout moment à des objections, ce sont des orateurs parlementaires, ils ne peuvent pas raconter n'importe quoi, ils sont obligés de discuter, d'argumenter, ils sont freinés dans leurs ardeurs. Les nouveaux *Führer* parlent seuls, personne ne peut les contredire, ils parlent devant un parlement fantôme muet comme ils parlent à la radio, ils n'ont à craindre aucune critique de la presse, ils sont totalement effrénés. Ils cherchent sans aucun scrupule à abrutir les masses muettes, ils aspirent à faire de cette multitude d'individus doués d'âme le corps collectif mécanisé qu'ils appellent peuple et qui n'est plus que masse »^[45].

45. Victor KLEMPERER, *Mes soldats de papier. Journal, 1933-1941*, Paris, Seuil, 2000 (période du 23 juin au 1^{er} juillet 1941), p. 600.

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE SOCIALE LA SOUVARINE

B
I
B
L
I
O
T
H
È
Q
U
E

○

D
,

H
I
S
T
O
I
R
E

S
O
C
I
A
L
E

COMMUNISME - SOCIALISME - SYNDICALISME

HISTOIRE POLITIQUE
HISTOIRE DU TRAVAIL
HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Collections spécialisées anciennes et récentes
d'ouvrages, revues, journaux, archives et dossiers
sur la vie politique et sociale en France et dans le monde,
sur l'histoire du communisme, du socialisme et du syndicalisme

Consultation de la presse en libre-service

Aide personnalisée à la recherche sur place, par mail, par téléphone
Consultation : sur place uniquement

*

Ouverture au public

Accès libre

lundi : 13 heures - 17 heures
mardi, mercredi, jeudi : 9 heures - 17 heures
vendredi : 9 heures - 13 heures

Sur rendez-vous
du lundi au vendredi



BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE SOCIALE – LA SOUVARINE
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES HAUTS-DE-SEINE

4 avenue Benoît-Frachon – 92023 Nanterre CEDEX
Téléphone : +33 [0]1 46 14 09 32 – bibliotheque.souvarine@cg92.fr

www.souvarine.fr

<http://archives.hauts-de-seine.fr/bibliotheques/bibliotheque-la-souvarine/>

F
O
N
D
A
T
I
O
N

○

B
O
R
I
S

S
O
U
V
A
R
I
N
E